



ALAIN NICOLAÏDIS (62)

## UNE UNION DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE POUR RELANCER L'EUROPE

J'ai décidé de consacrer le restant de mes jours (en espérant qu'il m'en soit donné suffisamment) à un projet que beaucoup vont considérer comme utopique, mais dont la réalisation me paraît essentielle pour l'avenir de nos enfants – à défaut du nôtre : je veux parler de la nécessaire union de la France et de l'Allemagne.

**U**NE UNION DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE ? Vous êtes libres de penser : « Il est devenu fou » et de vaquer, illico, à vos occupations favorites. Vous pouvez aussi, comme je l'espère, prendre le temps de lire mon argumentaire en faveur d'un mariage en bonne et due forme qui me semble la voie du bon sens après bientôt 70 ans de fiançailles, 70 ans de discours – ou plutôt de bavardages – sur le « couple » franco-allemand.

### UN PROJET DÉJÀ ANCIEN

En 1950 déjà, Konrad Adenauer, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, avait proposé l'union politique des deux pays, la mise en place d'un Parlement unique et d'une nationalité commune. C'était pour lui un préalable obligatoire pour donner la possibilité à d'autres nations de rejoindre ce noyau franco-allemand et former ainsi la pierre angulaire des États-Unis d'Europe. Le général de Gaulle fut alors le seul, parmi les hommes politiques français, qui ne poussa pas des hurlements à propos de ce projet. Mieux, il salua, à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Quai d'Orsay, cette proposition du chancelier. Depuis, l'idée a été maintes fois évoquée sous diverses formes, avec le peu de succès que l'on sait. Mais, aujourd'hui, la conjonction de deux évidences impose de transformer la prétendue utopie en

un indispensable rapprochement institutionnel.

D'abord, il faut constater que la construction de l'Union européenne (Union ? ne riez pas !) est dans une impasse et reconnaître le rejet de plus en plus manifeste d'un système bureaucratique qui, de traité en traité, de lâcheté en lâcheté, a totalement dévoyé l'esprit des « pères fondateurs » de cette belle idée d'Europe (rejet dont le Brexit n'est que le dernier avatar).

Ensuite, on assiste à une volonté, désormais ouvertement exprimée en France, d'émancipation régionale, qui puise sa légitimité dans un refus croissant de notre jacobinisme/colbertisme multiséculaire.

### NOUS AVONS BESOIN D'EUROPE

Nous avons besoin, dans ce monde dit globalisé, mais surtout immensément égoïste où la loi de la jungle est la seule qui vaille, de pouvoir parler d'égal à égal avec les véritables puissances mondiales, Chine ou États-Unis. Ce n'est pas le cas aujourd'hui de la France ou de l'Alle-

magne – encore moins de cet ectoplasme qu'on appelle la Commission européenne. Nous avons besoin d'une voix politique forte (et, bien sûr, d'une économie puissante), non pas pour le seul plaisir narcissique de nos dirigeants, mais tout simplement pour défendre nos intérêts essentiels dans un monde qui ne nous veut pas toujours du bien.

*« Il faut constater  
que l'Union européenne  
est dans une impasse »*

## COMMENT RELANCER L'EUROPE ?

Pour relancer l'Europe (qui reste, dans une grande majorité, une idée chère aux Français et à leurs voisins), deux solutions et seulement deux.

Ou bien continuer une politique de petits pas – en avant, de préférence – afin de construire, *in fine*, une véritable Europe en espérant convaincre 28 ou 30 nations de créer, à l'unanimité, une véritable entité politique dotée d'un réel pouvoir – c'est-à-dire appuyé sur une Constitution commune et exercé par un véritable gouvernement supranational.

Ou bien reprendre tout à zéro en revenant aux principes des « pères fondateurs » lorsqu'ils en avaient, au lendemain de la guerre, jeté les bases à partir d'un socle franco-allemand.

La première voie – continuer nos errements actuels quant à la prétendue construction européenne – conduira sans aucun doute à la fin de l'Europe, faute de patience et, surtout, d'espérance, tant est fort le rejet des institutions actuelles et évident l'impossibilité de les réformer à 28.

La deuxième est assurément ardue et demande un courage politique qui n'est pas la vertu la plus répandue. Mais il me semble de bon sens que, pour obtenir à l'avenir le même résultat, il est plus rapide et facile de se mettre d'accord à deux, la France et l'Allemagne, plutôt qu'à 28... avec l'avantage précieux de tout reprendre à la base, ce qui paraît de nature à éviter les chemins sans issue et les bourbiers.

### UNE FORCE D'ENTRAÎNEMENT

L'union des peuples dans une entité unique composée des 13 régions françaises et des 17 *länder* allemands, dotée d'une Constitution et d'un gouvernement fédéral entraînerait, très rapidement probablement, l'adhésion d'autres provinces ou d'États de taille plus modeste (Flandre, Wallonie, Luxembourg, Pays-Bas..., pourquoi pas la Catalogne, etc.). Une seule condition à l'adhésion : l'accord de notre nouvelle Fédération, et l'acceptation pleine et entière de sa Constitution par le candidat.



Une construction européenne dans l'impasse.

## POURQUOI UNE FÉDÉRATION D'EUROPE ?

Même sans l'adhésion d'autres provinces ou d'États, l'union de la France et de l'Allemagne, c'est l'avènement d'une véritable superpuissance susceptible de parler d'égal à égal avec les États-Unis et la Chine : 3<sup>e</sup> puissance économique mondiale (après les USA et la Chine, mais loin devant le Japon et le Royaume-Uni), 3<sup>e</sup> exportateur mondial (derrière la Chine, mais pas très loin des USA).

Pourquoi refuser cette opportunité, alors que nos deux pays ont, par ailleurs, de

grandes similitudes : histoire, culture et science, niveau de vie, droit, protection sociale, qualité des infrastructures, adhésion irréversible des deux peuples aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à la nécessité de la défense de

l'environnement.

Ils ont aussi des complémentarités évidentes : en Allemagne, culture de la décentralisation et importance des pouvoirs régionaux, puissance de l'économie et struc-

ture optimisée du tissu industriel, grande sélectivité des objectifs commerciaux, image de « haut de gamme » et de qualité. En France, puissance politique (encore) avec le statut de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, puissance militaire complète incontestable ; force de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire ; culture de « politique industrielle » – même si le mot est désormais honni – avec la présence de grands groupes qui comptent (encore) dans le monde (aéronautique, espace, transports terrestres, armement, construction navale...).

« Continuer nos errements actuels conduira sans aucun doute à la fin de l'Europe »

## EXPRESSIONS

**UNE FÉDÉRATION D'EUROPE, COMMENT ?**

C'est très simple. À condition qu'il y ait, de part et d'autre du Rhin, une volonté politique à l'égal de celle qui habitait les « pères fondateurs ».

Sous réserve du succès de cette mobilisation, le processus suivant pourrait être envisagé. D'abord, un accord des parlements français et allemand pour la tenue d'élections de représentants des deux nations visant à créer une assemblée constituante chargée d'élaborer la loi fondamentale organisant la structure politique de cette République fédérale d'Europe; ensuite, un référendum dans les deux pays pour adopter (ou rejeter) cette Constitution; enfin, mise en place des organes de gouvernement conformes aux principes de cette Constitution. *A priori*, mais sans préjuger des propositions qui seraient faites par l'Assemblée constituante: un Parlement élu au suffrage universel; un exécutif nommé par le Parlement ou désigné par le suffrage universel direct; la création immédiate de ministères communs, Défense (avec intégration de toutes les forces militaires sous un commandement unique) et Affaires étrangères (avec fusion des ambassades et des consulats), Finances (en charge du budget fédéral) et Économie (pour les responsabilités qui ne peuvent

*« Nos deux pays ont des complémentarités évidentes »*

être assurées au niveau régional – négociations financières et monétaires internationales, en particulier); pour tous les autres ministères (Justice, Intérieur, Travail et Affaires sociales, Transports, Éducation et Recherche, Sports, Environnement, Santé...), une structure fédérale légère pourrait proposer au Parlement, pour chaque domaine, une définition des responsabilités régionales et des responsabilités fédérales en visant une harmonisation des procédures en vigueur en France et en Allemagne.

**REFONDONS L'EUROPE SUR LE SOCLE FRANCO-ALLEMAND**

Si je ne vous ai pas convaincus de l'intérêt de mon combat, n'ayez crainte, je reviendrai à la charge en espérant qu'un meilleur argumentaire, de moi ou d'un autre avocat plus talentueux, vous décidera à appuyer suffisamment cette « utopie » pour qu'elle cesse, comme je l'espère, de rester une utopie.

Si, à l'inverse, vous pensez que ce projet mérite d'être poussé, alors unissons nos efforts.

Je propose donc, dès aujourd'hui, de réunir toutes les bonnes volontés dans une association qui représentera ce courant de pensée visant à reconstruire l'Europe sur une base solide, c'est-à-dire, comme ce le fut à l'origine, à partir d'un socle franco-allemand, en créant une entité politique adaptée au monde actuel grâce à sa puissance, sa capacité d'action et sa légitimité.

L'Europe, telle qu'elle existe aujourd'hui, est incapable de nourrir, de susciter, d'oser le moindre rêve. Nos enfants, dans leur grande majorité, attendent de pouvoir enfin rêver de l'Europe. Ne les décevons pas. Notre génération ne peut rester sans espoir à leur offrir et n'avoit à leur proposer que cette farce qu'on appelle Union européenne et qui témoigne de notre faillite politique.

J'attends vos remarques, vos suggestions... ou vos anathèmes. ■

*PS: je disais que j'allais consacrer le restant de mes jours à la réussite de ce projet. C'est évidemment une plaisanterie. Sans pour autant cesser de m'intéresser à cette noble cause, je compte bien lancer cette association mais, très vite, passer le flambeau à un volontaire plus jeune (et bien sûr... plus qualifié!).*

**UNE VOLONTÉ POLITIQUE À RECONSTRUIRE**

Cette volonté politique était suscitée par le refus de subir une guerre de plus, dans cette Europe qui en avait connu trop. Aujourd'hui, rares sont ceux qui imaginent que la paix qui règne entre pays européens puisse être réellement menacée. Il ne faut donc pas, hélas, espérer un mouvement spontané de nos hommes politiques. Mais on peut espérer en convaincre suffisamment par une communication adéquate et surtout par la mobilisation visible d'un nombre croissant de citoyens français et allemands en faveur de ce projet.



Le pont de Kehl, symbole de la proximité franco-allemande.